

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 8 FEVRIER 2017**

DS/RT

**OBJET : 2.1. – ADMINISTRATION GENERALE –
CONVENTION SEBA/SYNERNAT – AVENANT N° 6 -**

L'an deux mille dix-sept, le huit du mois de février à dix heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etait absent excusé :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

OBJET : 2.1. – ADMINISTRATION GENERALE –
CONVENTION SEBA/SYNERNAT – AVENANT N° 6 -

Par délibération en date du 2 avril 2013, le Bureau Syndical s'est prononcé favorablement sur une nouvelle convention d'entretien, de maintenance, de surveillance et de mise en sécurité de l'ancienne plateforme ferroviaire entre le SEBA et l'Association SYNERNAT (structure d'insertion par l'activité économique). Il avait autorisé le Président à la signer.

Par une nouvelle délibération en date du 4 février 2014, un premier avenant est intervenu pour ramener de 47 à 46 semaines les prestations de l'Association et, par voie de conséquence, de réduire à due concurrence le montant de la contribution financière du SEBA. Cette modification était liée, d'une part, à une réduction des besoins pour l'entretien de l'ancienne voie ferrée du fait qu'une partie de la prestation d'entretien incombe dorénavant aux Communautés de Communes ayant conventionné avec le SEBA pour la réalisation de voies vertes sur cette plateforme et, d'autre part, aux besoins exprimés par SAUR pour l'entretien des champs captants tel que prévu dans le contrat de Délégation du Service Public d'AEP, ne relevant donc pas de la responsabilité du SEBA.

SAUR ayant exprimé des besoins complémentaires, les semaines « SEBA » ont été réduites de 46 à 43, par avenant n° 3 approuvé le 6 juillet 2015, le montant de la contribution étant porté à 1 946 € par semaine. Puis, par avenant n° 4 approuvé le 13 avril 2016, la convention a été reconduite pour trois années supplémentaires, le montant de la contribution porté à 2 043 € par semaine, et le nombre de semaines par année abaissé de 43 à 42.

Par ailleurs, il a été demandé à SYNERNAT de mener un nouveau type de travaux pour le SEBA : le curage de fossés d'évacuation des eaux pluviales de la voie ferrée. Ces travaux s'exercent en alternance avec les actions d'entretien traditionnel, dont l'activité baisse par conséquent, selon la répartition prévisionnelle suivante : 70 % entretien, 30 % curage. Cela suppose une modification du cœur de métier de l'association, et, par conséquence, des compétences (passage de CACES) et du matériel (location de camion, remorque et mini pelle). Les deux premières opérations de curage, menées au printemps et à l'automne 2016 (donnant lieu à l'avenant n°5), ont connu un bilan positif. Il est donc envisagé de les reconduire en 2017, d'autres zones de curage ayant d'ores et déjà été identifiées.

Il est proposé un avenant n° 6, permettant :

- De porter le montant de la contribution à 2 125 euros par semaine (4 % d'augmentation) pour l'année 2017 ;
- De poursuivre l'action « curage de fossés » (location du matériel), avec un montant prévisionnel de prestation de 3 500 euros par tranche de 4 semaines de curage, ce montant pouvant être légèrement réévalué ou diminué selon les conditions économiques des contrats de location, sans qu'il soit nécessaire de délibérer à nouveau.

Le bureau syndical est appelé à approuver les termes de l'avenant n° 6 tel que **joint en annexe**, à autoriser le président à le signer et à faire toute diligence dans ce dossier.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL